

BRUNET, Michel, *Canadiens et Canadiens. Etude sur l'histoire et la pensée des deux Canadas. Fides, Montréal et Paris, 1955, 175 p. Précédé de remerciements et d'une Introduction.*

Lionel Groulx, ptre

Volume 9, numéro 1, juin 1955

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/301698ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/301698ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut d'histoire de l'Amérique française

ISSN

0035-2357 (imprimé)

1492-1383 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Groulx, L. (1955). Compte rendu de [BRUNET, Michel, *Canadiens et Canadiens. Etude sur l'histoire et la pensée des deux Canadas. Fides, Montréal et Paris, 1955, 175 p. Précédé de remerciements et d'une Introduction.*] *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 9(1), 120–129. <https://doi.org/10.7202/301698ar>

LIVRES ET REVUES

BRUNET, Michel, *Canadiens et Canadiens*. Etude sur l'histoire et la pensée des deux Canadas. Fides, Montréal et Paris, 1955, 175 pages. Précédé de remerciements et d'une Introduction.

Pour un début d'auteur, d'aucuns auraient souhaité un livre plus organique. C'est se montrer trop exigeant. L'ouvrage est d'une solide unité; il l'est par son armature, je veux dire par la thèse sous-jacente en chaque page, et que les chapitres, l'un après l'autre, reprennent et font avancer.

Canadiens et Canadiens revêt une autre importance. On parle beaucoup, depuis quelque temps, et pas seulement dans les milieux universitaires, d'une nouvelle interprétation de l'histoire canadienne, et tout spécialement de l'histoire du Canada français. Au juste, de quoi est faite l'interprétation de la nouvelle école? Où s'en va-t-elle? Beaucoup d'esprits s'étonnent, s'alarment; des étudiants se croient acculés au défaitisme. Alarme gratuite. Un peu d'histoire de la littérature aurait pu s'en faire ressouvenir: les écoles d'historiens se suivent et ne se ressemblent pas. En face du même fait, et sans que soit violentée en rien l'objectivité, deux historiens sont bien incapables de réagir de même façon. L'envergure ou la vigueur d'esprit différentes chez l'un et chez l'autre, la qualité ou l'étendue de la culture, également diverses, commanderont des réflexes divers. L'ampleur ou l'acuité de la perception plus puissante chez l'un permettra de saisir le fait plus en profondeur, tout comme de le mieux embrasser dans ses multiples relations avec ses entours ou son contexte dans le temps et dans l'espace.

A plus forte raison, deux générations d'historiens réagiront-elles différemment. Les derniers venus ne reprennent pas l'his-

toire au point de départ où l'avaient saisie leurs prédécesseurs ; ils ne travaillent pas avec les mêmes moyens, ni tout à fait avec la même technique. Malgré qu'ils en aient, ils sont de leur temps ; ils ne sauraient se dépouiller des soucis de leur génération qui irrésistiblement orientent leurs recherches, contraignent à mettre l'accent sur tel problème, sur tel aspect du passé plutôt que sur tel autre. L'on n'a pas fini, et l'on n'aura jamais fini d'explorer l'objectivité historique. Puis l'historien, comme dit Henri-Irénée Marrou, est inséparable de son œuvre. Il ne peut faire que l'homme n'y soit homme d'un moment, d'un milieu. C'est dire que toute génération d'historiens est plus ou moins réactionnaire. Donc évolutions légitimes que ces interprétations successives de l'histoire où il reste à demander à l'historien contemporain comme à tout autre, avec la connaissance de son métier, le respect de l'objectivité et, s'il s'en accorde, la justesse de ses déductions.

M. Brunet est l'un de ces nouveaux interprètes de l'histoire canadienne. Il se donne pour tel : « Mes articles et mes conférences donnent de l'histoire des deux Canadas une interprétation différente de celle qui a été acceptée jusqu'ici. » (p. 44) Le premier, si je ne m'abuse, il aura établi, non pas les principes ni les règles peut-être, mais les données principales de cette interprétation ou de cette théorie. *Canadians et Canadiens* ne prétend pas nous en fournir le code explicite. Essayons pourtant d'en rassembler les éléments. Le Canada d'avant 1760, quoique colonie, possédait déjà de remarquables structures. N'y voyons pas seulement une paysannerie. Une bourgeoisie active lui avait bâti une vie commerciale, s'était attaquée à des entreprises industrielles, avait mené bon train l'exploitation de quelques-unes des richesses naturelles du pays : fourrure, pêche, bois, fer. La conquête anglaise est venue. La civilisation canadienne-française en a été cassée. Elle l'a été principalement par la perte de la direction ou de la puissance économique. Il importe de noter, en effet, qu'en sa conception de l'histoire, la nouvelle école met l'accent sur l'aspect économique : « Les jeunes historiens portent une attention toute particulière à l'histoire économique . . . ; l'étude des facteurs économiques modifiera radicalement l'interprétation traditionnelle de l'histoire politique. » (44-45) Peu à peu, par

l'exode en France, par l'invincible concurrence du nouveau venu, la bourgeoisie d'affaire d'avant la conquête disparut. Une autre prit sa place. L'immigrant britannique bâtit un autre Canada, le sien. Avec l'aide de la métropole anglaise, il le bâtit contre les Etats-Unis. C'est son grand œuvre en Amérique du Nord. L'Acte d'Union de 1841 vint le fortifier dans son rêve conçu, nourri — au moins par quelques précurseurs — depuis les lendemains de la Conquête. La Confédération de 1867 en fut en quelque sorte la consécration. Je ne crois pas forcer la pensée de M. Brunet en affirmant qu'il discerne même, dans ce dernier événement, les germes du centralisme canadien. A partir de ce moment, Ottawa devait devenir, pour l'Anglo-canadien, la capitale du « royaume de l'Empire britannique » qu'il venait d'établir au-dessus de la frontière américaine, capitale d'une « Nation-état » (26). En d'autres termes, le gouvernement central siégeant à Ottawa allait prendre forme et figure de gouvernement national de la nation *Canadian*: celui qui satisfait son orgueil en même temps qu'il peut répondre plus efficacement que tout autre à ses besoins. D'où la mésestime croissante des Anglo-Canadiens pour le provincialisme, forme politique décidément dépassée.

Ce même contexte historique permet à M. Brunet de fournir une explication du mouvement impérialiste au Canada. Selon lui, ce mouvement où les Canadiens français n'ont vu erronément que du colonialisme ou de l'impérialisme, n'aurait été que du nationalisme britannique, du pan-britannisme, de la « collaboration interimpériale ». Pour l'Anglo-Canadien, le *Canadian*, le Canada ne doit son existence qu'aux hommes d'affaires et aux hommes politiques d'origine anglaise qui, avec l'aide de l'Angleterre et des capitalistes de Londres, ont édifié, au nord du 45° parallèle, « un pays loyaliste, monarchique et britannique ». Vérité d'histoire qui a fait surgir, dans la conscience des « Canadiens », un impérieux devoir de fidélité, leur attachement indéfectible à l'Empire qui a fourni à leur État national « sa volonté de vivre et ses raisons d'être ». (103-104, 119-152). Selon cette même ligne du nationalisme « Canadian », M. Brunet expliquerait la dévotion du Canada anglais au Commonwealth, autre forme de panbritannisme et de collaboration interimpériale. (146) En

raison toujours du même nationalisme, les *Canadiens* font accueil à l'alliance présente des pays de l'Atlantique nord, pour ce qu'elle permet au Canada de rester « fidèle à ses instincts de famille, et fidèle à son désir de voir se réaliser un monde atlantique réunissant les deux grands pouvoirs anglo-saxons et lui-même ».

* * *

Ai-je exposé loyalement la nouvelle interprétation de l'histoire canadienne, du moins telle que la présente M. Brunet ? Je le crois. Elle est de logique assez rigoureuse. Et l'on en aperçoit tout de suite quelques conséquences. Elle accorde un rôle capital, avons-nous observé, à l'histoire économique. L'auteur de *Canadiens et Canadiens* a encore écrit ce texte significatif : « La société canadienne-française n'a jamais eu, depuis la Conquête, une bourgeoisie capitaliste capable de prendre l'initiative dans le développement économique du Canada français. Voilà le grand fait et le grand drame de l'histoire des Canadiens français... (109-110). Lorsque tous les historiens, tous les sociologues et tous les économistes canadiens-français auront constaté que l'absence d'une classe d'entrepreneurs constitue le fait capital de l'histoire du Canada français, ils auront fait un pas de géant dans l'explication de la société canadienne-française contemporaine. » (111) Cette primauté une fois accordée au facteur économique, nul ne s'étonnera que les « nouveaux historiens » aboutissent, en toute logique, à un rapetissement du passé canadien-français. De ce passé « image idéalisée », M. Brunet fait un beau saccage : « passé où les héros et les actions d'éclat furent très rares... passé où les échecs ont été plus nombreux que les succès... passé sans grandeur et sans panache dont nous sommes les modestes héritiers. » (45) Pour les mêmes motifs, les vues de l'historien sur le présent et le futur ne sont guère plus rassurantes (28-29). La couverture de son livre porte une vignette qui est déjà tout un symbole, j'allais dire une préface, avec cette tour hautaine du parlement fédéral d'Ottawa et cet Union Jack qui recouvre, pour les quatre-cinquièmes, le fleurdéliné québécois. M. Brunet nous invite à l'humilité et au réalisme, à l'abandon de nos illusions sur notre force réelle dans l'union canadienne : « Les Canadiens fran-

çais représentent, il est vrai, 30% de la population du pays. Ce pourcentage impressionne à première vue. Mais il y a d'autres facteurs à considérer. La population canadienne-française ne possède pas 10% de la richesse nationale. Dans la province de Québec, où ils constituent plus de 80% de la population, les Canadiens français ne contrôlent pas 25% de la vie économique. Si la minorité canadienne-française avait une puissance économique égale à sa force numérique, la situation serait bien différente » (28-29).

On entend que ces propos qui ne fleurissent guère l'optimisme et que l'auteur assène sans ménagement, heurtent bien des esprits. Convient-il de les écarter d'un haussement d'épaules ? Disons tout de suite qu'on ne saurait exiger d'un historien qu'il atténue ses jugements, si pessimistes soient-ils, au nom de l'intérêt patriotique. On ne peut le faire qu'au nom de la vérité historique. Sur ce terrain seul, l'on peut et l'on doit discuter avec la nouvelle école. Reprochera-t-on à M. Brunet, par exemple, quelques expressions tranchantes, insuffisamment nuancées, ton entier, catégorique, zèle amer, diraient d'autres, de tous ceux-là qui se croient investis d'une mission de réactionnaires ou qui n'en ont pas encore fini avec leur jeunesse ? Un peuple n'aime pas plus qu'il ne faut s'entendre dire, entre autres choses, que son passé fut sans grandeur, que trop longtemps il aurait caressé un « fol espoir », ou encore qu'après 1763 le Canada n'appartenait plus aux Canadiens. (18) Passé sans grandeur ! Lequel ou quelle tranche de ce passé ? Des historiens, et pas toujours canadiens-français, n'ont pourtant pas ménagé à quelques époques de ce passé, leur admiration. Qu'en ce passé les défaites s'accumulent plus que les victoires, les échecs plus que les succès, d'accord. Mais on aimerait savoir tout de même depuis quand la grandeur de l'homme tout comme celle d'un peuple, ne sont faites que de triomphes, et pas autant parfois de leur comportement dans l'adversité ? Pourquoi parler de « fol espoir », alors que trop confiant dans les événements, un peuple n'était coupable peut-être que d'illusion ? Qu'après 1763 les Canadiens aient perdu la « propriété » de leur pays, on entend en quel sens le fait peut être affirmé. Les Canadiens seraient-ils devenus pour autant

des ilotes ? Reconnus pour sujets britanniques, n'avaient-ils pas le droit de se considérer, à tout le moins et à juste titre, comme co-propriétaires de leur pays ? Le commerce, l'industrie leur échappaient. Ils occupaient toutefois une large portion de la terre québécoise et qui représentait une certaine valeur pécuniaire.

Impressionnés par le rôle du facteur économique et par la catastrophe interminable où se débat toujours le peuple canadien-français, les « jeunes historiens », par un penchant ou une dialectique fort admissible, n'en seraient-ils pas venus à sous-estimer plus qu'il ne faut, un passé bâti dans la carence économique ? Celui qui trace ces lignes a trop écrit et trop discoursé sur la gravité du problème économique au Canada français, pour ne pas déplorer, lui aussi, le gauchissement qu'en a subi l'histoire des vaincus de 1760. Est-ce à dire qu'il faille minimiser ou mépriser tout effort des mêmes vaincus, autre que l'effort économique, pour se dégager de l'étreinte de la conquête et en atténuer le poison ? M. Brunet juge confuse l'idéologie de Louis-Joseph Papineau et, qui plus est, « stériles » les luttes parlementaires de 1810 à 1840 (21,99). Papineau, nous l'avons toujours concédé volontiers, n'excédait en rien dans la clarté. Sa pensée politique se cherche. Peut-on lui en tenir si grande rigueur, à lui et à ses lieutenants, quand, dans l'histoire des colonies britanniques, ces hommes étaient sûrement parmi les premiers à chercher, par voies pacifiques et constitutionnelles, les moyens et conditions de l'émancipation coloniale et qu'au surplus l'Angleterre elle-même, improvisant au jour le jour sa politique coloniale, se donnait l'air de ne rien entendre aux revendications de ses dépendances d'outre-mer, même après la dure leçon de 1783 ? Les parlementaires canadiens-français de cette génération ont cherché, je le veux bien, l'émancipation politique plus que l'émancipation économique. Un simple regard sur l'histoire contemporaine nous enseignerait au besoin que jeunes et vieilles nations, lassées des trop longues tutelles, cherchent d'abord l'émancipation politique, pour, une fois libres, conquérir l'autre. La nouvelle école ne traite guère avec moins de sévérité LaFontaine et ses successeurs sous l'Union des Canadas. Tous et même en 1867

auraient plus ou moins joué, pour le compte des « Canadiens », un rôle de dupes ou de « collaborateurs », au sens péjoratif du mot. J'avoue que ces jugements m'impressionnent et m'invitent à reviser les miens. Un fait capital retient pourtant mon attention : l'existence, à l'heure actuelle, dans le Québec, d'un gouvernement national, au service de la nation canadienne-française et de son bien commun : sorte de Nation-Etat où les pessimistes fondent leur dernier espoir d'un relèvement (30). Or ce gouvernement national n'est pas, que je sache, un champignon ni le cadeau de qui que ce soit. Par quel processus historique est-il là ? Et je prie qu'on me dise s'il serait là sans la politique du dégage-ment, dont nous parlions tout à l'heure, politique confuse, indécise, gauche tant que l'on voudra, mais pratiquée persévérablement par les Canadiens de 1760 à 1867 ? M. Brunet qui ne fait pas difficulté d'admettre le « miracle canadien », (92) sait aussi bien que personne que ces sortes de miracles en histoire ne sont pas le simple fruit du hasard, non plus qu'un don absolument gratuit de la Providence. Chose singulière, autant l'auteur se montre sévère pour les conquérants de l'autonomie québécoise d'avant 1867, autant il est rempli d'indulgence pour les gouvernants du Québec d'après 1867, qui eux, pourtant, disposaient de quelques moyens pour la régénération économique et sociale de la province (100). On leur aurait fait une injuste opposition « chaque fois qu'ils auraient » voulu s'acquitter des devoirs qui incombent à tout Etat moderne, les contraignant ainsi à la paralysie (100). Dans la mise en valeur des ressources naturelles de la province, par manque de formation intellectuelle appropriée, ils auraient été « incapables, sauf de rares exceptions, de concevoir une politique économique moins imprévoyante ». Puis, n'ont-ils pas « toujours cru agir pour le plus grand bien de leurs compatriotes » ? (115). Assurément voilà beaucoup d'indulgence ! Dans le domaine économique, une politique de sagesse élémentaire ne leur-a-t-elle pas été prêchée et reprêchée par l'école nationaliste ? Et s'il faut parler d'opposition paralysante, qu'a-t-on reproché, en définitive, à ces gouvernants, si ce n'est de trop gouverner où ils n'avaient pas à le faire et de s'abstenir de gouverner où ils auraient dû le faire ?

Si cet article n'était déjà plus long qu'il ne faut, je me permettrais encore quelques observations sur la question de l'impérialisme au Canada. Conséquent avec sa conception du « royaume britannique » bâti par les Anglo-Canadiens, M. Brunet, nous l'avons dit plus haut, juge sévèrement l'attitude des Canadiens français à l'égard des divers mouvements impérialistes qui se sont produits au pays de 1899 à 1939. Ils se seraient montrés peu compréhensifs. Encore cette fois n'y aurait-il pas lieu d'observer plus de nuances ? Bien subtil qui démêlera exactement, en cette question d'impérialisme, ce qui l'emporta, dans l'esprit des Anglo-Canadiens, du sentimentalisme racial, du devoir de fidélité à la métropole ou de la propagande officielle et souterraine de celle-ci ? On permettra à un contemporain de ces crises historiques d'affirmer que les Canadiens français eussent moins répugné à la participation aux guerres anglaises, s'ils avaient pu se convaincre qu'il y allait véritablement de l'intérêt canadien et que le gouvernement canadien se fût comporté en Etat autonome, prenant lui-même la responsabilité de ses décisions, bref allié de la Grande-Bretagne, ainsi que l'a toujours voulu John A. MacDonald. Ce à quoi s'opposaient les Canadiens français, c'est à une participation qui s'inspirait trop ouvertement d'un colonialisme abject ou de l'infantilisme politique, quand ce n'était pas pur déchaînement d'hystérie raciale. Ils s'opposaient, en outre, à des expéditions militaires dont ils avaient à porter leur large part de l'écrasant fardeau, mais dont la décision suprême n'appartenait effectivement qu'à Londres. Les Anglo-Canadiens avaient droit sûrement au respect de leur fidélité à la métropole britannique. Je ne vois pas que les Canadiens français, bien incapables de s'en reposer sur le même sentiment, mais qui n'en payaient pas moins comme leurs associés l'impôt de l'argent et celui du sang, n'auraient pas eu le même droit au respect de leur fidélité à la patrie canadienne. Si, en démocratie, la minorité n'existe que pour entériner les volontés ou les caprices de la majorité, sans le privilège de les discuter, encore moins de s'y opposer, sans s'attirer le reproche d'irréalisme ou d'inintelligence, où cela mène-t-il ? Et que nous parle-t-on de démocratie ?

* * *

J'arrête ici ces quelques observations. Je ne voudrais pas laisser l'impression que l'ouvrage de M. Brunet ne mérite que des critiques. Bien au contraire. J'accepte en grande partie la nouvelle interprétation de l'histoire canadienne. Mes anciens étudiants m'ont jusqu'ici rendu cette justice, au surplus, que je me suis toujours gardé d'influencer leur façon de voir. A leur interprétation je ne risque tout au plus qu'un petit nombre de correctifs ou d'adoucissements qui n'infirmes en rien, ce me semble, leur thèse générale sur les funestes effets de la conquête et en particulier de la défaite économique. J'estime, en tout cas, que l'historien ne saurait frôler, même de loin, le matérialisme historique. Un peuple peut être inférieur et voire défait économiquement, sans être, pour cela, idiot, même en politique. Toute culture et surtout toute civilisation ont besoin assurément d'assises matérielles. Encore importe-t-il de maintenir en de justes bornes les relations de la culture et de l'économique. René Grousset, l'un des premiers historiens qui aient pris de l'histoire une vue mondiale, l'a noté, avec preuves à l'appui, dans *L'Homme et son Histoire* : l'essor intellectuel d'un peuple ne correspond pas nécessairement à son apogée politique ni même à son progrès matériel.

Pour ce qui est du livre de M. Brunet, j'affirme y voir — et je l'écris avec ma franchise coutumière — l'un des livres les plus courageux et le plus chargé de pensée que l'on ait écrits au Canada depuis bien des années. Le jeune historien y fait preuve d'une remarquable maturité d'esprit et se place d'emblée au premier rang de nos écrivains d'idée. En *Canadiens et Canadiens*, il y a bien autre chose qu'une nouvelle interprétation de l'histoire canadienne. L'auteur a beaucoup réfléchi, médité sur la plupart des problèmes de la collectivité canadienne-française. Quelques-unes de ses analyses ou de ses thèses sur la constitution progressive du royaume anglo-canadien, sur l'érection du gouvernement d'Ottawa, au titre de gouvernement national, ou encore sur les progrès du centralisme, sur le manque de sens national des Canadiens français, sur l'aide fédérale aux universités, sont, à tout prendre, terriblement justes. Livre d'importance que *Canadiens et Canadiens*, parce qu'il expose et discute quelques-uns des pro-

blèmes vitaux d'une nationalité. Livre de l'heure parce qu'il réclame, et avec raison, des solutions urgentes. La situation économique-sociale du Québec ne peut durer indéfiniment sans péril fatal pour la culture canadienne-française. On souhaiterait **peut-être à cet ouvrage un accent moins morose**. On aurait tort d'accuser l'auteur de pessimisme excessif ou de défaitisme. Il n'est point sévère pour le plaisir de l'être. Il ne pose pas à l'impassible, encore moins au dilettante, devant les maux qu'il déplore. Il ne croit pas à l'irréremédiable. Ceux qui auraient besoin de se rassurer sur ses vrais sentiments, n'auraient qu'à lire la conclusion de son chapitre sur le *Rapport Massey*, ou encore cet autre chapitre: *Pourquoi les Canadiens français manquent-ils de sentiment national ?* Après tout, tant mieux si, par sa gravité, ce livre secoue plus efficacement l'inertie et oblige davantage à la réflexion. L'avertissement est à prendre, même s'il a parfois une rumeur de tocsin. Et rien ne vaut parfois, pour l'avancement de l'histoire, comme d'en reposer les problèmes, même en sortant du conformisme ou des voies traditionnelles.

Lionel GROULX, ptre